

S'aligner sur les priorités de la **nutrition** et de la sécurité alimentaire

*Enseignements sur la
coordination mul-
tisectorielle pro-
venant de l'initia-
tive Plateformes
nationales d'infor-
mation pour la
nutrition (PNIN)
de l'Éthiopie*



Traduction non officielle

Couverture : Sekota Wereda. Une femme de la communauté Hamusit Kebele nourrit sa fille de deux ans avec du porridge composé d'ingrédients équilibrés.

© UNICEF/UN0140389/Tesfaye

Ce rapport n'est pas une publication officielle, mais une version en français non officielle de la publication : [Aligning with food and nutrition security priorities: Lessons on multisectoral coordination from National Information Platforms for Nutrition \(NIPN\) Ethiopia](#). La traduction non officielle est basée sur une version Word du document original Indesign, et ne correspond donc pas complètement à la conception et à la mise en page du rapport original. Le rapport original peut être téléchargé ici: [220908_nipnethiopia-final_web.pdf \(nipn-nutrition-platforms.org\)](#). Le rapport a été élaboré par le C4N-NIPN avec le soutien financier de l'Union européenne et du ministère fédéral allemand du développement économique et de la coopération (BMZ). Son contenu relève de la seule responsabilité de la GIZ et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, du BMZ ou d'autres partenaires.

Remerciements

À propos de l'initiative PNIN

L'initiative PNIN (Plateformes nationales d'information pour la nutrition) est une initiative de la Commission européenne dont la mise en œuvre est appuyée par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et par l'UNICEF. Elle a pour vocation de renforcer les capacités nationales de gestion et d'analyse des informations et des données issues de tous les secteurs ayant une influence sur la nutrition, et de diffuser et d'utiliser ces informations pour mieux guider l'élaboration des politiques afin de lutter contre la sous-nutrition. Capacity for Nutrition (C4N), une action financée par la Commission européenne et par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement et mise en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH dans le cadre du programme Knowledge for Nutrition (K4N), dispose d'une unité d'assistance mondiale qui coordonne les plateformes de l'initiative PNIN entre différents pays. Cette unité a conduit l'élaboration de ce rapport.

Remerciements

Cette étude de cas a été élaborée par l'expert en nutrition Ingo Neu, sous la supervision de l'unité d'assistance mondiale C4N-PNIN, en collaboration avec l'Institut éthiopien de santé publique (EPHI) et avec l'appui de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI). L'unité d'assistance mondiale C4N-PNIN et l'auteur tiennent à remercier tous les acteurs publics ou privés consultés ainsi que la Délégation de l'Union européenne en Éthiopie qui ont rendu cette étude de cas possible.

Sommaire

Remerciements	3
À propos de l'initiative PNIN.....	3
Remerciements.....	3
Liste des acronymes.....	5
Résumé.....	7
Contributions de la PNIN à la coordination et à la collaboration multipartites et multisectorielles	7
Contributions de la PNIN à l'élaboration des politiques et des programmes	7
Contributions de la PNIN au renforcement des capacités.....	8
Contexte.....	9
Situation nutritionnelle en Éthiopie	9
Gouvernance de la nutrition et coordination et collaboration multisectorielles en Éthiopie	11
Capacités nutritionnelles en Éthiopie	14
Plateformes nationales d'information pour la nutrition	14
Constatations	18
Contributions de la PNIN à la coordination et à la collaboration multipartites et multisectorielles	18
Contributions de la PNIN à l'élaboration des politiques et des programmes	18
Contributions de la PNIN au renforcement des capacités.....	17
Discussion sur les enseignements.....	17
Qu'est-ce qui a bien fonctionné ou pas ?	17
Recommandations	20
Contributions de la PNIN à la coordination et à la collaboration multipartites et multisectorielles	20
Contributions de la PNIN à l'élaboration des politiques et des programmes	21
Contributions de la PNIN au renforcement des capacités.....	21
Annexe 1 : Parties prenantes interrogées.....	22
Annexe 2 : Documents analysés	23
Annexe 3 : Comparaison des rôles institutionnels des comités	24

Liste des acronymes

Ag4Nut	Agriculture for Nutrition (projet)
ATRC	Assistance technique pour le renforcement des capacités (projet pour les pays SUN)
BMGF	Fondation Bill et Melinda Gates
BMZ	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement
C4N	Capacity for Nutrition
CC	Comité consultatif
CCM	Comité consultatif multisectoriel
CE	Commission européenne
CP-SER	Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche
CTNN	Comité technique national sur la nutrition
DUE	Délégation de l'Union européenne
EBC	Évaluations des besoins de renforcement des capacités
EDHS	Enquête démographique et de santé de l'Éthiopie
EIAR	Ethiopian Institute of Agricultural Research (Institut éthiopien de recherche agricole)
EMDHS	Mini-enquête démographique et de santé de l'Éthiopie
ENN	Emergency Nutrition Network (Réseau sur la nutrition d'urgence)
EPHI	Ethiopian Public Health Institute (Institut éthiopien de santé publique)
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCDO	Foreign, Commonwealth and Development Office (Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement)
FQP	Formulation de questions de politique
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
MdA	Ministère de l'Agriculture
MdEE	Ministère de l'Eau et de l'Énergie
MdS	Ministère de la Santé
MNT	Maladie non transmissible
ONCN	Organisme national de coordination sur la nutrition
ONU	Organisation des Nations unies
ONUN	ONU Nutrition
PAM	Programme alimentaire mondial
PAN	Politique alimentaire et nutritionnelle
PANN	Plan d'action national pour la nutrition
PF SUN	Point focal de Scaling Up Nutrition
PNIN	Plateforme nationale d'information pour la nutrition
PNN	Plan national de nutrition
RNM	Rapport sur la nutrition mondiale
S&E	Suivi et évaluation
SAN	Stratégie alimentaire et nutritionnelle
SNN	Stratégie nationale de nutrition
SUN	Scaling Up Nutrition (Mouvement pour le renforcement de la nutrition)

UE Union européenne
UNICEF Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNISE Unified Nutrition Information System (système d'information unique sur la nutrition)

Résumé

Cette étude de cas a été conçue par Capacity for Nutrition – Plateformes nationales d'information pour la nutrition (C4N-PNIN) afin de partager des expériences et des enseignements sur la manière dont la PNIN est intégrée dans les mécanismes multisectoriels et multipartites en Éthiopie, et plus particulièrement dans le Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche. Les composantes du projet ont utilisé une approche exhaustive et inclusive. Dans quelle mesure cette approche et son intégration dans l'environnement national multisectoriel de la nutrition ont-elles amélioré la coordination multisectorielle sur la nutrition et la sécurité alimentaire et les mécanismes de collaboration de la stratégie nationale de nutrition, du plan national de nutrition II (PNN II) et de la politique alimentaire et nutritionnelle ?

L'étude de cas a pour objectif d'expliquer à d'autres pays utilisant l'initiative PNIN comment tirer parti de leur approche pour mieux aligner les activités de la PNIN (renforcement des capacités, processus de formulation de questions politiques, collecte et gestion de données, production de preuves, etc.) afin d'améliorer la mise en œuvre du plan et du programme nationaux de nutrition. L'étude de cas est axée sur les trois thèmes suivants :

Contributions de la PNIN à la coordination et à la collaboration multipartites et multisectorielles

La participation de la PNIN à un comité national multisectoriel tel que le Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche lui permet-elle de contribuer à la coordination et à la collaboration multisectorielles et multipartites de manière à appuyer la mise en œuvre des plans d'action nationaux pour la nutrition ? Permet-elle au comité multisectoriel de guider et d'influencer plus précisément les activités de la PNIN ?

Constatations

Les produits et les extraits de la PNIN peuvent être directement communiqués à un comité de haut niveau, ce qui lui permet de gagner en visibilité et de partager des produits et des preuves avec ses membres et avec les secteurs impliqués. La PNIN peut ainsi plus facilement éclairer et potentiellement influencer ce processus et conseiller les décideurs politiques. Le comité a la possibilité de guider et d'influencer le travail de la PNIN conformément à ses besoins et ses objectifs. Les produits de la PNIN peuvent donc être conçus de manière à répondre à des besoins et à des demandes spécifiques en vue de la mise en œuvre des plans nationaux de nutrition.

Contributions de la PNIN à l'élaboration des politiques et des programmes

La présence de la PNIN au sein du Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche permet-elle de planifier et de mettre en œuvre les activités fondamentales de la PNIN (évaluations des besoins de renforcement des capacités, activités de renforcement des capacités et processus de formulation de questions de politique assorti de la création de preuves) de manière à maximiser l'efficacité et la valeur pour les différents secteurs et les différentes parties prenantes impliqués dans la mise en œuvre des plans nationaux de nutrition multisectoriels ?

Constatations

Le Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche et d'autres organismes ont demandé à la PNIN de réaliser des études et d'appuyer le processus décisionnel en produisant des preuves qui ont été utilisées dans le cadre de la procédure de rédaction de la nouvelle stratégie alimentaire et nutritionnelle. La PNIN a réalisé une analyse des progrès réalisés par le précédent plan national de nutrition (PNN II), dont les résultats ont été utilisés pour concevoir un cadre de S&E pour la SAN. L'adhésion de la PNIN au Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche et sa participation à différentes réunions de haut niveau lui ont également permis d'ajuster ses travaux pour s'assurer que ses extraits sont pertinents et produits en temps voulu.

Contributions de la PNIN au renforcement des capacités

La participation susmentionnée améliore-t-elle l'impact potentiel des produits de la PNIN (activités de renforcement des capacités, etc.) sur les politiques et les programmes nutritionnels ?

Constatations

La PNIN a mené plusieurs activités de renforcement des capacités malgré les restrictions liées à la pandémie de COVID-19. Ces activités ont été considérées comme très utiles, même si ce résultat n'a peut-être aucun lien avec la présence de la PNIN au Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche. Il a été suggéré que les contributions de la PNIN pourraient être encore plus utiles si les activités de formation étaient axées non seulement sur la gestion des données, la recherche, etc., mais aussi sur l'acquisition ou le renforcement de capacités de base sur la nutrition dans d'autres secteurs et au niveau infranational.

Méthodologie

En 2021, une présentation sommaire de l'étude de cas prévue a été rédigée par C4N-PNIN et transmise à l'équipe de la PNIN en Éthiopie, à d'autres parties prenantes et à des partenaires pour que leurs commentaires et leurs conseils facilitent éventuellement la mise en œuvre et maximisent la valeur et les bénéfices potentiels de l'étude de cas. Sur la base des commentaires reçus, la présentation a été révisée, puis finalisée fin juillet. Les personnes interrogées ont été identifiées en collaboration étroite avec l'équipe et les partenaires de la PNIN en Éthiopie, tandis que des publications et des documents pertinents étaient récupérés à des fins d'examen documentaire. Parmi les personnes interrogées figuraient des membres du Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche ainsi que d'autres parties prenantes.

C4N-PNIN a rédigé une liste de questions directrices qui a été communiquée aux personnes interrogées au moment de la programmation des entretiens, opération gérée par des membres de l'équipe de la PNIN en Éthiopie. Les entretiens ont eu lieu en août et en septembre 2021. Sur la base des informations recueillies pendant l'examen documentaire et les entretiens, une première version du rapport a été préparée par C4N-PNIN et communiquée à l'équipe de la PNIN et à d'autres parties prenantes en Éthiopie en vue d'obtenir leurs commentaires en décembre 2021.

Contexte

Situation nutritionnelle en Éthiopie

Des résultats d'enquête¹ montrent qu'en Éthiopie, le retard de croissance est passé de 58 % en 2000 à 37 % en 2019. La proportion la plus élevée de retard de croissance chez les enfants (45 %) a été observée dans la tranche d'âge de 24 à 35 mois et est également légèrement plus élevée chez les garçons que chez les filles (40 % contre 33 %). Malgré ce déclin significatif du retard de croissance, l'Éthiopie ne sera pas en mesure d'atteindre l'objectif 2025 de l'Assemblée mondiale de la Santé. Le pourcentage d'enfants présentant une insuffisance pondérale est passé de 41 % à 24 % et le taux d'émaciation de 12 % à 10 %. En outre, la prévalence élevée de différentes formes de malnutrition chez les groupes vulnérables a eu de sérieuses implications sur le développement social et la croissance économique. Toutefois, si des efforts étaient consacrés à l'intensification de la lutte contre le retard de croissance, l'Éthiopie pourrait encore prétendre atteindre l'objectif 2025 de l'Assemblée mondiale de la santé.

La prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de cinq ans reste élevée (57 %), un résultat qui a augmenté entre 2011 et 2016. Chez les femmes de 15 à 49 ans, 26 % sont sous-alimentées et 24 % souffrent d'anémie.

Même si 97 % des enfants sont allaités, 58 % seulement bénéficient d'un allaitement exclusif pendant les six premiers mois. En termes de groupes d'aliments, seuls 4 % sont nourris à partir de quatre groupes d'aliments ou plus et seuls 45 % des enfants sont alimentés au moins trois fois par jour.

Les carences en micronutriments tels que le fer, la vitamine A, l'acide folique, l'iode et le zinc restent problématiques.

On estime qu'en Éthiopie, en 2019, 8,5 % des femmes adultes (âgées de 18 ans et plus) et 2,4 % des hommes adultes souffraient d'obésité, soit une progression quasi nulle vers la réalisation de la cible en matière d'obésité des objectifs de maladies non transmissibles liées au régime alimentaire².

Malgré les progrès réalisés au fil des années, l'Éthiopie subit souvent des catastrophes naturelles telles que des sécheresses, des inondations, des invasions acridiennes, etc. La pandémie de COVID-19, les troubles politiques et le conflit militaire sont venus s'ajouter au problème de la malnutrition. Il est probable que les indicateurs nutritionnels ont empiré de manière significative, au moins dans certaines régions, depuis 2020.

Le groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition a émis une alerte en octobre 2021, estimant que dans le pays, un million d'enfants avaient besoin d'être traités d'urgence pour une émaciation sévère, tandis que 3,5 millions d'enfants et de femmes enceintes avaient besoin d'être traités pour une émaciation modérée. Des niveaux critiques de malnutrition aiguë dépassant les seuils d'urgence ont été signalés dans les régions Tigré, Afar et Somali, avec une détérioration mentionnée dans la région Amhara.

1 Enquêtes démographiques et de santé de l'Éthiopie 2000, 2005, 2011, 2016 et mini-enquête démographique et de santé de l'Éthiopie 2019

2 <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/eastern-africa/ethiopia/>

Tendances relatives au statut nutritionnel des enfants (en %)



Gouvernance de la nutrition et coordination et collaboration multisectorielles en Éthiopie

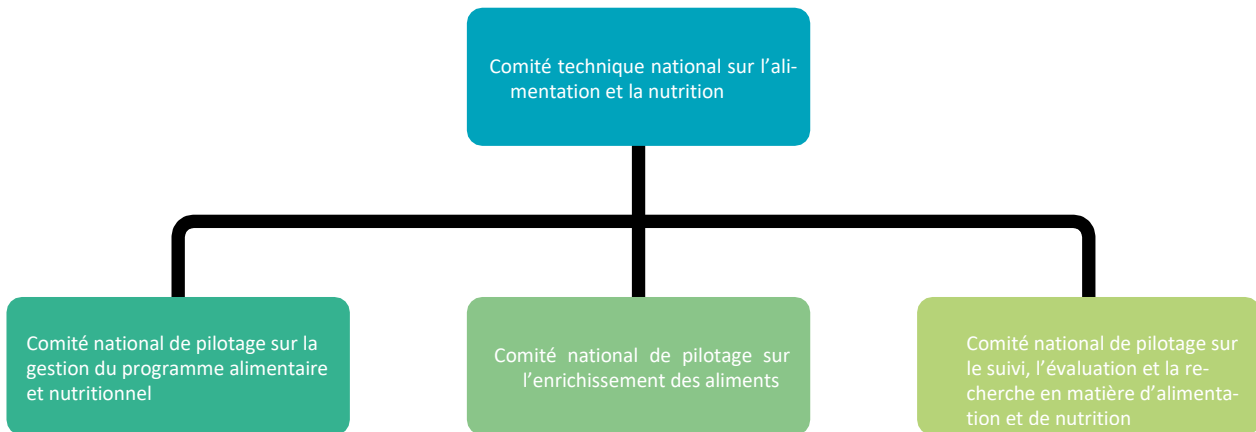
La nutrition est reconnue par le gouvernement éthiopien comme un problème important pour le développement, d'où son statut de priorité politique. Le premier programme national de nutrition 2008-2015 (PNN I) était axé sur l'intégration et la coordination d'interventions spécifiquement nutritionnelles, qui s'attaquaient aux causes immédiates d'une croissance et d'un développement suboptimaux, et d'interventions sensibles à la nutrition, qui luttait contre les facteurs sous-jacents de la malnutrition. Le programme visait à créer un environnement favorable au sein duquel les interventions nutritionnelles étaient régies et appuyées par un processus décisionnel basé sur des preuves.

En juillet 2015, le gouvernement éthiopien a publié la Déclaration de Seqota, par laquelle il s'engageait à éradiquer les causes sous-jacentes de la sous-nutrition chronique et à mettre fin au retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans d'ici 2030. La déclaration a été validée et intégrée dans le plan national de croissance et de transformation de l'Éthiopie, devenant ainsi un des engagements les plus forts du pays. La Déclaration de Seqota est gérée par le Programme national de nutrition II (PNN II) et mise en œuvre par les secteurs de mise en œuvre du PNN.

La PNIN a joué un rôle significatif pour appuyer la mise en œuvre du PNN II, mais également pour évaluer ses progrès et fournir des preuves, des informations et des recommandations qui ont servi de base à l'élaboration de la nouvelle stratégie alimentaire et nutritionnelle (SAN). La PNIN appuie également l'étude de référence qui guidera la mise en œuvre de la SAN. Le PNN II 2016-2020 (qui a laissé la place à la stratégie alimentaire et nutritionnelle 2020/2021-2030/2031) avait pour but de préserver les résultats du PNN I et d'accélérer la réduction de la malnutrition.

Il offrait un cadre pour la mise en œuvre d'interventions fondées sur les preuves visant à atteindre les objectifs liés à la nutrition. Le PNN II avait cinq objectifs stratégiques : (i) améliorer l'état nutritionnel des femmes et des adolescent·e·s ; (ii) améliorer l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans ; (iii) améliorer les prestations de services nutritionnels pour les maladies transmissibles et non transmissibles ; (iv) renforcer la mise en œuvre d'interventions sensibles à la nutrition ; et (v) améliorer la coordination multi-sectorielle.

Le PNN II est appuyé par un organisme national de coordination nutritionnelle (National Nutrition Coordinating Body – NNCB) qui doit faciliter sa mise en œuvre. Le NNCB est présidé par le premier ministre adjoint et rassemble des ministères œuvrant dans 13 secteurs ainsi que d'autres parties prenantes du secteur de la nutrition. Un comité technique national sur l'alimentation et la nutrition (National Food and Nutrition Technical Committee – NFNTC) a été créé en 2009, en appui du NNCB, pour assurer la coordination multi-sectorielle en faveur de la nutrition et diriger la mise en œuvre du PNN II de 2016 à 2020 dans tous les secteurs concernés. Le NNCB a également créé différents sous-comités, notamment le Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche, et attribué les présidences.



Les deux institutions sont des organes fédéraux autonomes qui rendent des comptes à leurs ministères de tutelle respectifs.

Le PNN II a vu le jour grâce à un solide partenariat national entre des partenaires actifs dans le domaine du développement nutritionnel, des donateurs multilatéraux et bilatéraux, des universitaires, le secteur privé et les ministères sectoriels de mise en œuvre, avec un cadre de suivi et évaluation (S&E) clairement établi. Le tableau des responsabilités et des résultats définit les principaux résultats, les cibles et leurs indicateurs, ainsi que les secteurs responsables et la période d'évaluation de ces indicateurs. Les progrès réalisés pour aboutir aux résultats souhaités par rapport aux valeurs de base ont été mitigés, selon une analyse réalisée par la PNIN Éthiopie³.

Bien que des progrès significatifs aient été réalisés dans le domaine de la nutrition, l'Éthiopie a encore besoin d'efforts concertés pour accélérer la réduction de la malnutrition. Les progrès enregistrés pendant le PNN II ont montré qu'en Éthiopie les résultats nutritionnels et l'accès aux services varient selon les régions, en fonction du lieu de résidence et du niveau de richesse. Ces variations risquent de ralentir les progrès prévus et doivent être résolues afin d'améliorer le bien-être nutritionnel global.

Le manque de données sur certains groupes cibles (tels que les adolescent·e·s) et sur certains indicateurs (régimes alimentaires et taux de maladies non transmissibles des femmes) entrave les efforts visant à baser la programmation sur des preuves et à réduire la malnutrition. Dans ce contexte, la création de plateformes d'information sur la nutrition est considérée comme un exemple de « bonne pratique » dans l'analyse réalisée par le PNN II.

Malgré les progrès enregistrés sur la plupart des indicateurs du PNN II, peu d'objectifs ont été atteints. Pour bien évaluer la progression des futurs programmes nationaux, il faudra mesurer régulièrement des indicateurs sur le processus, les extrants et les réalisations.

La politique alimentaire et nutritionnelle a été entérinée en novembre 2018, car il était estimé que le PNN II ne s'intéressait pas suffisamment aux aspects alimentaires et était inefficace en matière de coordination multisectorielle. Cette politique traite de la sécurité alimentaire, de la sûreté alimentaire, de la qualité des aliments, de la gestion post-récolte et d'autres questions liées au système telles que les approches multisectorielles et les dispositifs institutionnels qui régissent la gouvernance alimentaire et nutritionnelle.

³ Programme national sur la nutrition (2016-2020). Progress analysis: Evidence for the upcoming Food and Nutrition Strategy Development (Analyse des progrès accomplis : preuves pour l'élaboration de la future stratégie alimentaire et nutritionnelle)

Basée sur la politique alimentaire et nutritionnelle, la SAN a été élaborée en tant que stratégie nationale unique en faveur de l'alimentation et de la nutrition.

La stratégie est divisée en objectifs stratégiques, en orientations stratégiques et en initiatives stratégiques. Elle sert de référence à tous les secteurs de mise en œuvre pour lesquels elle précise, sous forme succincte, les rôles de direction et d'appui, les actions stratégiques et les indicateurs clés de performance. Chaque secteur est censé refléter les actions stratégiques dans son propre plan stratégique et élaborer des activités détaillées, des directives spécifiques au secteur et des manuels de mise en œuvre.

Capacités nutritionnelles en Éthiopie

L'évaluation des besoins de renforcement de capacités, menée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et par l'Institut éthiopien de santé publique (EPHI)⁴, a montré que les capacités de réduction de la malnutrition manquent à tous les niveaux du pays, particulièrement dans les régions isolées et « difficiles ». Il s'agit notamment de capacités liées à l'organisation, au système et aux ressources humaines.

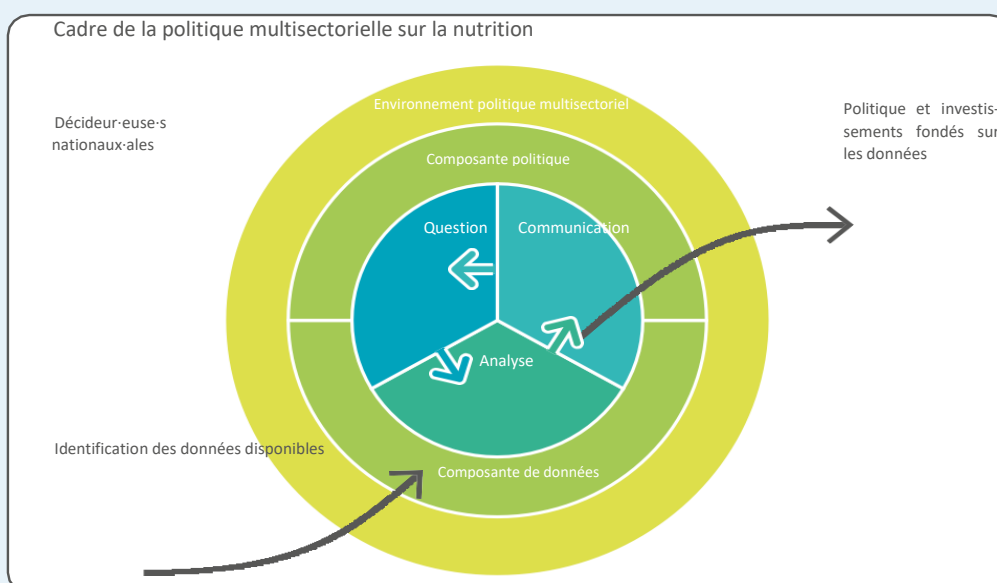
Plateformes nationales d'information pour la nutrition

L'initiative PNIN a débuté en 2016 sous la forme d'une initiative de la Commission européenne destinée à renforcer les systèmes d'information et l'analyse des données sur la nutrition afin de mieux éclairer les décisions stratégiques prises en Éthiopie, au Bangladesh, au Burkina Faso, au Guatemala, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Laos en Ouganda.

L'approche PNIN consiste à identifier des questions sur la politique nutritionnelle, les prioriser et y répondre en se basant sur une analyse de données, afin de générer des preuves en vue de l'élaboration des politiques, de la conception des programmes et de l'attribution de fonds. L'initiative PNIN utilise principalement des informations et des données existantes et fonctionne selon un cycle opérationnel en 3 étapes :

- I. formulation de questions basées sur les priorités gouvernementales ;
- II. analyse de données pour répondre aux questions ;
- III. communication des conclusions au gouvernement.

Approche PNIN



Elle comporte une **composante politique** qui convoque et facilite un comité consultatif multisectoriel qui joue un rôle clé dans la formulation des questions de politique, l'interprétation des résultats de l'analyse des données et la communication des conclusions. Elle comporte également une **composante données** qui rassemble des données multisectorielles dans un registre central et effectue des analyses. Le comité consultatif multisectoriel de la PNIN guide l'équipe de pays, valide son travail et vérifie que les informations circulent bien entre la PNIN et les mécanismes nationaux multisectoriels en faveur de la nutrition.

⁴ Évaluation des besoins de renforcement des capacités de suivi, d'évaluation et de recherche politique sur la nutrition en Éthiopie. Addis-Abeba, janvier

Les personnels compétents en matière de nutrition et de sécurité alimentaire sont insuffisants sur les plans qualitatif et en quantitatif, sans compter que les responsables semblent également dans l'incapacité de gérer, retenir et utiliser efficacement le personnel existant. Ces problèmes sont encore plus prononcés dans les secteurs chargés d'intégrer et de mettre en œuvre des interventions liées à la nutrition (autres que la santé et l'agriculture), domaine dans lequel le personnel manque d'éducation et d'expérience. De nombreux membres du personnel sont jeunes et inexpérimentés, avec un nombre très réduit d'expertes, dont peu ont suivi des études universitaires. Quant à l'accès ininterrompu à l'électricité, à Internet, à des logiciels, à des bibliothèques électroniques, à de l'espace de bureau, à des laboratoires et à des véhicules, il est également insuffisant dans toutes les institutions.

Plus de la moitié des ministères de mise en œuvre ne disposent pas de directions ou d'équipes dédiées chargées de diriger les programmes sur la nutrition. Malgré l'impact négatif de la faim sur le produit intérieur brut de l'Éthiopie, le gouvernement investit peu dans la nutrition et dans les capacités associées et s'appuie fortement sur les donateurs⁵.

La PNIN en Éthiopie

L'initiative PNIN a été lancée en Éthiopie en 2018. Elle est mise en œuvre par l'Institut éthiopien de santé publique (EPHI), sous l'égide du ministère de la Santé et avec l'appui et la collaboration de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Pendant la phase de conception, la PNIN a été volontairement intégrée à des comités de haut niveau. La position de l'EPHI, qui préside le Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche, a permis à la PNIN de devenir automatiquement membre du Comité.

Le rôle du Comité vis-à-vis de la PNIN consiste à lui fournir de l'appui, des conseils techniques et stratégiques et des recommandations ; il suit également les progrès réalisés et demande certains résultats spécifiques.

Étant donné le périmètre de travail et les nombreuses responsabilités du Comité, un comité consultatif dédié à la PNIN a été formé pour servir de relais entre la PNIN et les instances décisionnelles responsables de la nutrition au niveau national. Créé en 2019, il est censé se réunir deux fois par an. Ce comité consultatif est composé d'un petit groupe de conseiller·ère·s qui ont beaucoup d'influence sur le processus décisionnel et qui entretiennent des liens étroits avec les ministères. Il a pour rôle de s'assurer que les activités de la PNIN reflètent les priorités des décideur·euse·s en matière de nutrition. Le comité consultatif de la PNIN fournit des conseils et appuie l'utilisation des résultats de la PNIN par les décideur·euse·s. Les deux comités sont censés se compléter (voir l'annexe 3), le comité consultatif traitant surtout les questions politiques tandis que le Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche met l'accent sur les questions opérationnelles et sur la facilitation de la mise en œuvre de la PNIN.

Procédure de formulation de questions de politique

La PNIN éthiopienne a réalisé une première session de formulation de questions de politique en 2019 pour identifier et prioriser les questions auxquelles la PNIN était susceptible de répondre. La procédure a commencé par un examen des politiques concernées et par des communications avec les principaux secteurs impliqués. Le nombre important de questions potentielles générées a été réduit à 22. Celles-ci ont ensuite fait l'objet d'un atelier de parties prenantes en septembre 2019, qui a conduit à la sélection de 12 questions prioritaires. Sept d'entre elles ont été utilisées pour éclairer la SAN et donc la mise en œuvre du programme de haut niveau pendant les cinq années suivantes. Le ministère de la Santé a soulevé d'autres questions de

⁵ Multi-Sectoral Nutrition Policy and Programme Design, Coordination and Implementation in Ethiopia (Conception, coordination et mise en œuvre de politiques et de programmes multisectoriels sur la nutrition en Éthiopie) – Seife Ayele, Elias Asfaw Zegeye et Nicholas Nisbett

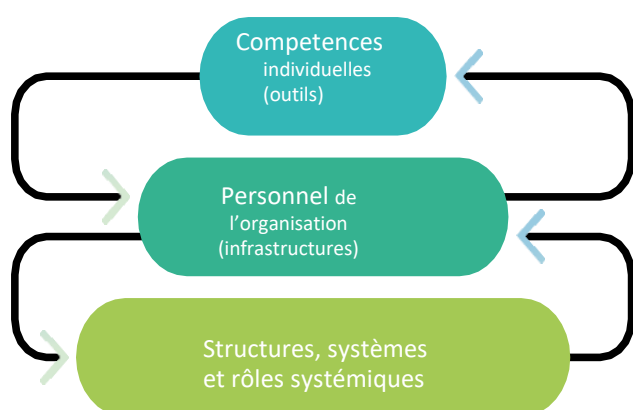
politique en dehors du cycle de formulation et demandé à la PNIN de lui fournir des preuves, ce qui témoigne de son intérêt pour la procédure.

Une deuxième session de formulation de questions de politique a eu lieu fin 2020 et d'autres questions ont été transmises par l'Institut éthiopien de développement des secteurs de l'alimentation, des boissons et des produits pharmaceutiques, preuve, là encore, d'un intérêt croissant pour le processus. Les rapports associés ont été rédigés en 2021 et sont en cours de finalisation au moment de la rédaction de ce document. L'équipe de la PNIN en Éthiopie poursuit ses cycles opérationnels interactifs de questions/analyse/conclusions et révisé continuellement son approche sur la base de l'expérience acquise lors des sessions précédentes.

Stratégie et approche de renforcement des capacités

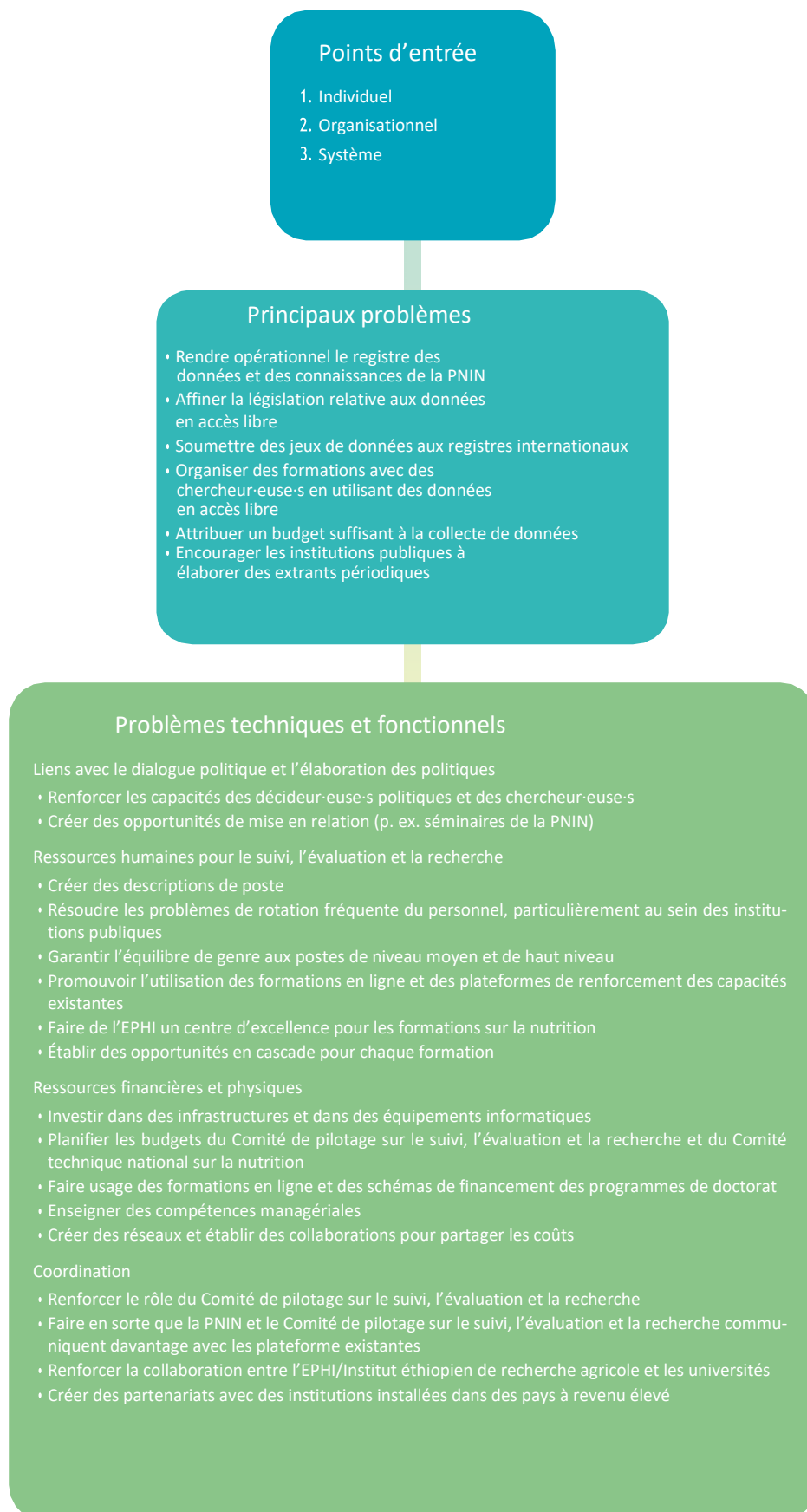
En 2018, la PNIN a lancé une évaluation des besoins de renforcement des capacités en Éthiopie pour identifier les capacités existantes et les capacités supplémentaires requises pour mettre en œuvre la PNIN.

Cadre de l'évaluation des besoins de renforcement des capacités de la PNIN



(Basé sur : Potter, C et Brough, R. Systemic Capacity Building: A Hierarchy of Needs (Renforcement systématique des capacités : une hiérarchie des besoins). Politique et planification sanitaires ; 19: 336-345.)

L'évaluation a porté sur les capacités des niveaux systémique, organisationnel et individuel. Elle a consisté à interviewer les organisations identifiées lors d'une précédente activité de cartographie des parties prenantes de la PNIN, afin de comprendre leurs besoins de renforcement des capacités. Les parties prenantes et six ministères impliqués dans la mise en œuvre du PNN II ont également participé à l'évaluation. Celle-ci a notamment porté sur les éléments suivants : (i) collecte de données et S&E, (ii) étude des politiques stratégiques et (iii) gestion et partage des données et des connaissances. L'évaluation a été réalisée conjointement par l'EPHI et l'IFPRI en 2018 et 2019 sur la base d'entretiens (multiples questionnaires) et d'une étude documentaire. Après l'analyse des conclusions, des recommandations (voir au verso) ont été formulées en phase avec le cadre de l'évaluation. Elles ont ensuite été révisées sur la base des commentaires et des conseils du Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche. Le rapport final a été publié début 2020 et des activités de renforcement des capacités ont été mises en œuvre, avec des ajustements liés aux restrictions imposées par le COVID-19 et aux mesures gouvernementales associées. La PNIN prévoit de réaliser d'autres évaluations au fur et à mesure de l'évolution des besoins de renforcement des capacités et d'inclure des secteurs qui ne sont pas activement impliqués dans la planification mais qui devraient bénéficier du renforcement des capacités.



Constatations

Contributions de la PNIN à la coordination et à la collaboration multipartites et multisectorielles

Plusieurs avantages résultent de l'inclusion de la PNIN dans le Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche. Sachant qu'il s'agit d'un comité multisectoriel formel qui assume notamment des rôles et des responsabilités dans l'appui à la coordination globale et à la mise en œuvre de stratégies et de programmes alimentaires et nutritionnels nationaux, les produits et les extraits de la PNIN peuvent être directement communiqués au Comité et à ses membres. La PNIN bénéficie ainsi d'une visibilité accrue et les résultats de ses travaux peuvent être présentés directement aux membres et aux différents secteurs pendant les réunions du Comité. Sachant que le Comité contribue à l'élaboration des politiques, des stratégies et des programmes du pays, **la PNIN peut plus facilement éclairer et potentiellement influencer ce processus et émettre des recommandations politiques précises.**

De même, le Comité a la possibilité de guider et d'influencer le travail de la PNIN en fonction de ses besoins et de ses objectifs. **Les produits et les outils de la PNIN peuvent ainsi être spécifiquement conçus pour répondre aux demandes et aux besoins de mise en œuvre du PNN II** (et de la SAN à l'avenir) et être ainsi de plus en plus utilisés par le Comité et au niveau national.

Pendant les entretiens, il est apparu que **la PNIN pourrait impliquer plus activement d'autres secteurs** (p. ex. éducation, finance, travail et affaires sociales, commerce et industrie, femmes, jeunes et enfants) **dans ses futurs travaux** afin de renforcer la coordination et la collaboration multisectorielles. Les difficultés rencontrées jusque-là pour renforcer l'engagement multisectoriel pourraient venir du fait que les autres secteurs ne sont pas conscients du rôle essentiel qu'ils jouent dans l'amélioration de la nutrition. Il est également possible que la PNIN n'ait pas fait pleinement usage des opportunités qui s'offrent à elle d'élargir son audience, de développer des relations et de plaider sa cause de manière proactive dès le début de la mise en œuvre de la phase I de l'initiative.

Contributions de la PNIN à l'élaboration des politiques et des programmes

Comme indiqué précédemment, les relations étroites et les communications directes avec les membres du Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche permettent de mieux intégrer les objectifs et les activités de la PNIN à ceux du Comité et lui donnent accès à l'élaboration des politiques, des stratégies et des programmes nationaux. Le Comité et d'autres institutions et organes, tels que le ministère de la Santé, ont demandé à la PNIN de fournir une assistance technique, de réaliser des études et d'éclairer le processus décisionnel en générant des preuves. **La politique et les autres rapports qui ont ensuite été élaborés par la PNIN ont éclairé le Comité et ont été utilisés pour la rédaction de la nouvelle SAN.**

Au moment de la rédaction du présent document, la PNIN aide le gouvernement éthiopien à organiser et à mettre en œuvre une enquête de référence nationale sur la SAN. Ses résultats seront utilisés pour guider et suivre la mise en œuvre de la SAN.

Effectuée par la PNIN, l'analyse des progrès réalisés par le PNN II a été utilisée lors de la conception du cadre de S&E de la SAN.

La forte implication de la PNIN dans le Comité et sa participation à différentes réunions de haut niveau lui ont également permis d'ajuster son approche (notamment en ce qui concerne la formulation des questions de politique) aux recommandations et aux demandes, de manière à rendre ses résultats plus rapides, plus pertinents et plus efficaces.

Plusieurs événements organisés ou appuyés par la PNIN (seule ou en collaboration avec des partenaires), tels que des webinaires, des séminaires, des ateliers, etc., ont vu affluer de nombreuses parties prenantes et ont été décrits comme très utiles pour le processus décisionnel.

Contributions de la PNIN au renforcement des capacités

En collaboration avec l'IFPRI, la PNIN a organisé plusieurs activités de renforcement des capacités en 2020 et en 2021, malgré les limites liées à la pandémie de COVID-19 et les restrictions gouvernementales associées. Parmi ces activités figuraient notamment des formations dans les domaines suivants : gestion des données, rédaction scientifique, diffusion des conclusions de travaux de recherche auprès de communautés non scientifiques et formation aux médias pour des médias privés et publics et les fonctionnaires du ministère chargés des relations publiques. Les formations réalisées par la PNIN en 2020 ont été reproduites en 2021 pour d'autres secteurs et agences (ministère de l'Eau et de l'Énergie, ministère de l'Agriculture).

Les activités de renforcement des capacités organisées par la PNIN sont considérées comme très utiles. Toutefois, certaines des personnes interrogées (environ 20 %), qui n'étaient pas activement impliquées dans les activités ou événements organisés par la PNIN, n'en avaient pas eu connaissance. Il a été indiqué à plusieurs reprises pendant les entretiens que la PNIN devrait continuer à apporter cet appui précieux à tous les secteurs.

Aucun type d'activité de renforcement des capacités n'a été mentionné comme étant plus spécifiquement important. Toutefois, **toutes les personnes interrogées ont proposé la réalisation d'évaluations des besoins de renforcement des capacités et d'activités de renforcement des capacités supplémentaires**, en les concevant en collaboration étroite avec d'autres secteurs et partenaires. Il a également été suggéré que les contributions de la PNIN seraient encore plus utiles si les activités de formation étaient axées non seulement sur la gestion des données, la recherche, etc., mais aussi sur l'acquisition ou le renforcement de capacités de base sur la nutrition dans d'autres secteurs et au niveau infranational.

Discussion sur les enseignements

Qu'est-ce qui a bien fonctionné ou pas ?

Les personnes interrogées ont indiqué qu'au moment de la création de la PNIN, **les parties prenantes et les secteurs concernés auraient dû être mieux informés de ses objectifs et de son travail** pendant sa phase de conception et de planification. Cela aurait facilité la participation d'autres secteurs à des activités telles que le partage de données, la formulation de questions de politique, etc. Même si des progrès ont été réalisés, la PNIN aurait pu être plus efficace, particulièrement au départ. Il pourrait cependant **être encore intéressant pour la plateforme d'élargir son rayonnement, sa communication et sa collaboration à des secteurs autres que la santé, l'agriculture et l'eau/assainissement/hygiène.**

L'adhésion au Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche offre à la PNIN des possibilités considérables d'apporter sa contribution à une coordination multisectorielle-multipartite plus large en Éthiopie. Bien que le Comité englobe la plupart des ministères éthiopiens concernés, un certain nombre d'entre eux ne participent pas activement et ne sont pas présents aux réunions. Peut-être ne comprennent-ils pas combien

leur coopération et leurs contributions sont importantes pour réduire la malnutrition, ainsi que tous les bénéfices potentiels qu'une nutrition améliorée pourrait avoir sur le travail et les objectifs de leur propre secteur. **Pour améliorer cette situation, il faudrait renforcer les actions de plaidoyer de haut niveau appuyées par la PNIN.**

En tant que présidents du Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche, l'EPHI (et donc également la PNIN) et l'Institut éthiopien de recherche agricole font partie du ministère de la Santé et du ministère de l'Agriculture. Il est probablement plus difficile pour ces institutions de convoquer et de présider un comité multisectoriel en raison de leur appartenance à des ministères de tutelle. Les autres ministères pourraient estimer se situer au même niveau administratif et être réticents à l'idée de devenir membres du Comité. Ce problème est courant dans de nombreux pays. La solution pourrait consister à attribuer la présidence à une institution ou à une agence supra-ministérielle, par exemple à une commission nationale de planification.

La visibilité accrue des produits de la PNIN, qui résulte de son adhésion au Comité, peut également entraîner une recrudescence des demandes d'appui à des événements ou de production d'éléments livrables spécifiques de la part des parties prenantes. L'intérêt du gouvernement et d'autres parties prenantes pour le travail de la PNIN montre également qu'ils apprécient la valeur de la PNIN et de ses fonctions. Bien qu'il existe un sentiment accru d'appropriation de l'initiative au niveau national, ce qui pourrait renforcer la pérennité de la PNIN sur le long terme, il est encore difficile de savoir si les budgets publics financeront d'éventuels postes supplémentaires à l'avenir.

Même si les personnes interrogées dans différents secteurs et institutions conviennent qu'il existe un sentiment accru d'appropriation du travail de la PNIN, aucun consensus ne se dégage encore sur leur volonté d'assumer la responsabilité de certains aspects du travail multisectoriel de la PNIN.

Sachant que la PNIN fait partie d'une institution publique, à savoir l'EPHI, cela accroît la probabilité que de futures ressources lui soient attribuées pour garantir son maintien.

Malgré un niveau d'acceptation et d'appréciation croissant pour le travail de la PNIN, d'importantes démarches administratives seront encore nécessaires quand les financements externes arriveront à échéance pour permettre l'approbation du budget, la création de postes, etc., et garantir sa pérennité sur le long terme.

Recommandations

Les recommandations suivantes peuvent être utiles à d'autres pays.

Contributions de la PNIN à la coordination et à la collaboration multipartites et multisectorielles

1. Dans la mesure du possible, la PNIN doit être intégrée à des plateformes de coordination multisectorielle-multipartite de haut niveau existantes, car il est ainsi plus facile d'éclairer et d'influencer les politiques, les stratégies et les programmes.
2. La PNIN doit s'efforcer d'inviter toutes les parties prenantes et tous les secteurs aux événements tels que les webinaires, les séminaires, les ateliers, les formations, etc., pour contribuer au renforcement de la coordination et de la collaboration multisectorielles.
3. La PNIN doit sensibiliser plus activement les autres secteurs en les impliquant dans ses travaux et pas uniquement en leur proposant de participer à des événements. Elle peut, pour cela, renforcer ses actions de communication et de plaidoyer et approfondir les relations et les liens de confiance avec ces secteurs, particulièrement pendant la phase II de la PNIN.

Contributions de la PNIN à l'élaboration des politiques et des programmes

1. La PNIN doit raccourcir le délai de mise en œuvre des activités et des extraits afin qu'ils restent valables et qu'ils puissent être utilisés pour l'élaboration de politiques et de programmes. Ceci s'applique plus particulièrement à l'identification des questions de politique et à la mise à disposition d'éléments de preuve.
2. La PNIN doit s'assurer que **les preuves générées sont diffusées et utilisées pour la planification et la mise en œuvre d'interventions concrètes sur la nutrition** et pas uniquement à des fins de discussion dans les cercles universitaires et de production d'articles scientifiques.

Contributions de la PNIN au renforcement des capacités

1. Les évaluations des besoins de renforcement des capacités et les activités de renforcement des capacités doivent être étendues à d'autres secteurs.
2. Les activités de renforcement des capacités ne doivent pas se limiter aux domaines ciblés par la PNIN, à savoir la gestion des données et l'élaboration de politiques. D'autres activités de formation élargies, p. ex. sur les fondements de la nutrition, pourraient être très utiles pour répondre aux vastes besoins de renforcement des capacités d'autres secteurs.

Annexe 1 : Parties prenantes interrogées

N°	Organisation	Nom
1	Ministère de l'Agriculture	Alemtsehay Sergawi
2	Comité de pilotage sur la gestion du programme nutritionnel	Birara Melese
3	Ministère de l'Eau et de l'Énergie	Ato Abiy Girma
4	Ministère de la Santé/point focal de Scaling Up Nutrition	Dr Ferew Lemma
5	Ministère de la Santé/comité de gestion du PNN	1) Hiwot Darsene 2) Abera Dibabe
6	Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche	Dr Masresha Tessema
7	Institut éthiopien de recherche agricole	Dr Kassaye Tolassa
8	Déclaration de Seqota	Dr Sisay Sinamo
9	IFPRI	Cornelia Van Zyl
10	Délégation de l'Union européenne	Pierre-Luc VANHAEVERBEKE
11	PNIN	1) Dr Aregash Samuel 2) Dr Meron Girma 3) Hassina Ousman
12	Représentant des partenaires du Forum de développement sur la nutrition/PAM	Dr Filippo Dibari
13	UNICEF	Dr Arnaud Laillou

Annexe 2 : Documents analysés

1. Cahier des charges du suivi, de l'évaluation et de la recherche – Comité de pilotage du programme national sur la nutrition. Octobre 2018.
2. Cahier des charges du comité consultatif – Plateforme nationale d'information pour la nutrition de l'Éthiopie. Juillet 2019.
3. Évaluation des besoins de renforcement des capacités de suivi, d'évaluation et de recherche politique sur la nutrition en Éthiopie. PNIN Éthiopie, Addis-Abeba, janvier 2020.
4. Stratégie alimentaire et nutritionnelle nationale de 2020/2021-2030/2031 GC et de 2013-2023 EFY les deux années. République fédérale démocratique d'Éthiopie, mai 2021.
5. Rapport sur la nutrition mondiale 2020.
6. Cartographie des données sur la nutrition en Éthiopie : évaluation de la disponibilité et de l'accessibilité de données sur la nutrition. PNIN Éthiopie, février 2021.
7. Conception, coordination et mise en œuvre de politiques et de programmes multisectoriels sur la nutrition en Éthiopie – Seife Ayele, Elias Asfaw Zegeye et Nicholas Nisbett. Institut d'études sur le développement 2020 ISBN : 978-1-78118-621-3
8. Plan de suivi et d'évaluation de la plateforme nationale d'information pour la nutrition (PNIN) de l'Éthiopie. PNIN Éthiopie, février 2021.
9. Étude du paysage politique de la nutrition en Éthiopie 2010-2020. PNIN Éthiopie, juin 2020. Ursula Truebswasser, Tirsit Genye, Anne Bossuyt.
10. Analyse des progrès accomplis par le Programme national sur la nutrition (2016-2020). PNIN Éthiopie, mai 2020.
11. Plan de durabilité de la plateforme nationale d'information pour la nutrition (PNIN) de l'Éthiopie. PNIN Éthiopie, février 2021.
12. Atelier de consultation des parties prenantes de la PNIN sur la formulation de questions de politique – 24 septembre 2019. Rapport de l'atelier.
13. Suivi des projets de la PNIN. Évaluation conjointe de la PNIN à mi-parcours (décembre 2017-novembre 2019). PNIN Éthiopie, décembre 2020. Efficacité de la communication pour un changement social et comportemental (CCSC) pour améliorer les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants en Éthiopie : rapide examen. PNIN Éthiopie, mai 2020.
14. Progression de la couverture des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène en Éthiopie : que devons-nous faire de plus et pourquoi ? PNIN Éthiopie, janvier 2021.
15. Comité de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche de l'Institut éthiopien de santé publique (EPI). Compte rendu de la réunion des 30 et 31 mars 2021.
16. Projet d'assistance technique de la PNIN Éthiopie. Rapport intermédiaire détaillé 2018
17. Projet d'assistance technique de la PNIN Éthiopie. Rapport intermédiaire détaillé 2019 IFPRI.
18. Projet d'assistance technique de la PNIN Éthiopie – Plan de travail 2020 (janvier-décembre 2020). IFPRI.
19. Institut éthiopien de santé publique (EPI) [Éthiopie] et ICF. 2021. Mini-enquête démographique et sanitaire en Éthiopie 2019 : rapport final. Rockville, Maryland, USA : EPI et ICF.

Annexe 3 : Comparaison des rôles institutionnels des comités

Les rôles consultatifs des deux comités sont complémentaires. Ensemble, ils aident la PNIN à répondre à un besoin réel.

Principaux éléments opérationnels de la PNIN	Comité consultatif dédié à la PNIN	Comité national de pilotage sur le suivi, l'évaluation et la recherche en matière d'alimentation et de nutrition
Objectif global	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre l'accent sur le niveau politique et l'orientation stratégique • Établir des liens avec les décideur·euse·s de haut niveau • Créer un groupe d'influenceur·se·s clés 	<ul style="list-style-type: none"> • Priorité opérationnelle : fournir des conseils sur la mise en œuvre • Établir des liens entre la PNIN et un groupe représentatif des parties prenantes multisectorielles impliquées dans les actions nationales de suivi, d'évaluation et de recherche sur la nutrition • Impliquer de nombreuses parties prenantes dans le suivi, l'évaluation et la recherche
Planification, suivi et rapports de la PNIN	<ul style="list-style-type: none"> • Établir des liens entre la PNIN et le plus haut niveau décisionnel 	<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer que les actions ne sont pas déjà réalisées par d'autres initiatives • Discuter des progrès réalisés par la PNIN à chaque réunion et fournir des conseils pour garantir une mise en œuvre efficace du cycle opérationnel de la PNIN • Faciliter l'implication multisectorielle pendant le cycle opérationnel de la PNIN • Établir des liens entre la PNIN et l'agenda national sur la nutrition (politique et PNN) ainsi que d'autres initiatives sur les données nutritionnelles (notamment l'UNISE)
Formulation de questions de politique	<ul style="list-style-type: none"> • Orienter la demande politique globale • Valider les questions de politique 	<ul style="list-style-type: none"> • Cerner la demande politique pendant le processus de formulation des questions de politique • Conseiller la PNIN pour faire en sorte que le temps nécessaire pour répondre aux questions soit en adéquation avec les besoins du cycle politique
Identification des données nécessaires pour répondre à cette question de politique, et accès à ces données	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des conseils généraux sur ce que la PNIN peut faire pour consolider les principes de partage et d'utilisation des données sur la nutrition 	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer la création pratique d'un registre national de données sur la nutrition au sein de l'EPHI • Éliminer les goulets d'étranglement et faciliter l'accès aux données, aux rapports et aux informations provenant de différentes institutions publiques et d'autres parties prenantes
Analyse et interprétation des données	<ul style="list-style-type: none"> • Valider les conclusions et les messages clés 	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer l'interprétation des constatations de la PNIN • Faciliter l'accès à des expert·e·s de différents secteurs pour l'analyse/interprétation des données • Appuyer la formulation de messages clés
Communication et sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'adoption des messages clés par les décideur·euse·s de haut niveau et par le NNCB 	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à la prise en compte des messages clés • Appuyer la diffusion des extraits de la PNIN • S'assurer que les extraits de la PNIN figurent à l'agenda du CTNN

